



Union Départementale des syndicats des Alpes-Maritimes

Communiqué de Presse

1er Mai 2014 - Une journée au cœur d'un printemps social

Partout dans le monde, la prochaine Journée internationale du travail sera l'occasion de voir descendre dans les rues des milliers de salariés, de privés d'emploi et de retraités afin d'exiger la mise en œuvre de véritables politiques de progrès social. En France, où la courbe du chômage ne cesse de grimper alors que celle du pouvoir d'achat continue de chuter, tous les salariés sont appelés à se rassembler pour faire de ce 1er Mai 2014, un véritable événement au cœur d'un printemps social.

Saisissons-nous de cette journée pour exiger, ensemble, ce que chaque jour chacun et chacune d'entre nous n'a pas toujours la force de revendiquer. Tous ensemble, revendiquons l'augmentation des salaires et des pensions, l'amélioration de nos conditions de vie et de travail, la reconnaissance de notre travail et une véritable politique de relance économique qui favorise la création d'emplois de qualité.

Seul ou en famille, entre amis ou avec des collègues de travail, syndiqués ou non syndiqués, manifestons pour faire entendre notre volonté de justice sociale et notre détermination à offrir un avenir à la jeunesse.

Face à une situation économique et sociale qui s'aggrave, dans une société où la qualité du « vivre ensemble » se dégrade, il est urgent d'intervenir et ne pas laisser faire : urgent de dire haut et fort que les solutions apportées sont à des années-lumière des besoins des salariés.

Les orientations du nouveau gouvernement ne répondent, en effet, en rien aux aspirations des salariés et ne régleront rien.

Dans une France où 1 jeune sur 4 est au chômage où les plus anciens voient leurs pensions rabougries, où les salaires sont bloqués depuis de nombreuses années, et où plus de 80 % des embauches sont réalisées en CDD ; la situation des salariés n'a jamais été aussi fragile. Jamais, pourtant, les salariés ne se sont vus imposer autant de sacrifices pour le seul bénéfice du patronat.

- « Zéro charges » pour les salaires payés au Smic, c'est condamner des millions de salariés aux bas salaires.
- 2 € de plus par jour pour un salarié payé au Smic, à travers la diminution imposée de ses cotisations sociales, ce sera aussi, concrètement, pour lui, dès 2015, le « choix » entre des frais de couverture sociale supplémentaires ou des droits en moins.
- 19 milliards d'économies sur le budget de l'État : ce sera une baisse des capacités publiques d'intervention sociale et économique, une réduction des services publics et de leurs missions, moins d'infirmières, de professeurs, de policiers...

- 10 milliards d'économies sur l'Assurance-maladie : ce ne sera certainement pas un meilleur remboursement des médicaments et des soins, ni une meilleure prise en charge des assurés.
- En revanche, 30 milliards d'euros de cadeaux supplémentaires au patronat : c'est un nouveau détournement de notre budget commun, alors que, chaque année, chaque habitant français donne déjà plus de 3 000 € en aides diverses aux entreprises, soit disant, pour préserver l'emploi, sans aucune garantie que cet argent serve à l'emploi et encore moins à l'investissement.

Cette situation n'est pourtant pas une fatalité : d'autres choix visant le progrès social sont possibles. Pour cela, il faut s'unir pour agir, se rassembler pour gagner.

Pour sortir de l'austérité et ouvrir une nouvelle période de progrès social, rassemblons-nous le 1er Mai prochain pour :

- l'augmentation des pensions et des salaires ;
- la mise à plat et l'évaluation de toutes les aides publiques accordées aux entreprises ;
- une vie meilleure, faite de justice sociale ;
- le respect des droits fondamentaux des êtres humains partout dans le monde, à commencer par le droit à un travail décent, reconnu et valorisé ;
- un débat national sur la répartition des richesses créées par notre travail.

Refusons l'isolement, le repli sur soi, l'exclusion, le racisme et le rejet de l'Autre.

Mobilisons-nous pour le « vivre ensemble », la solidarité entre les salariés et l'égalité des droits, le choix de la paix, le choix du social.

4 rassemblements auront lieu dans les Alpes-Maritimes :

A Grasse 10h30 - Cours Honoré Cresp

A Cannes 10h00 - Derrière la Mairie

A Antibes 10h00 - Place des Martyrs de la Résistance

A Nice 10h00 - Jardin Albert 1^{er}

Nice, le 28 AVRIL 2014

Contact :

Gérard RE – 07 89 65 95 80